



HAL
open science

Mobiliser face aux violences environnementales. Le groupe "Santé et pollution" du Syndicat lyonnais des industries chimiques, 1977-1986

Renaud Bécot

► **To cite this version:**

Renaud Bécot. Mobiliser face aux violences environnementales. Le groupe "Santé et pollution" du Syndicat lyonnais des industries chimiques, 1977-1986. Yves Krumenacker; Jean-François Cullafroz. Transformer le travail, transformer la société?: CFDT 1968-2018: des luttes autogestionnaires au réformisme, Chronique sociale, pp.133-140, 2018, 978-2-36717-552-2. halshs-02059757

HAL Id: halshs-02059757

<https://shs.hal.science/halshs-02059757>

Submitted on 2 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Référence : Renaud Bécot, « Mobiliser face aux violences environnementales. Le groupe "Santé et pollution" du Syndicat lyonnais des industries chimiques, 1977-1986 », Yves Krumenacker et Jean-François Cullafroz (dir.), *La CFDT dans le Rhône, 1968-2018 : transformer le travail, transformer la société ?*, Lyon, éditions de la Chronique sociale, 2018, p. 133-140.

Mobiliser face aux violences environnementales.

Le groupe *Santé & Pollution* du SLIC, 1977-1986.

Lors du dernier anniversaire décennal de Mai 1968, les percées historiographiques cruciales sont pourtant restées peu documentées quant à la question environnementale. Celle-ci était pensée au prisme de l'apparition d'une écologie politique désignée comme « idéologie de la crise¹ » dont l'affirmation serait concomitante de la récession économique. Sur ce point, la recherche ne parvenait pas à s'affranchir d'un récit travaillé par le désenchantement lié à la sortie des années 68. Dès lors, l'investissement syndical dans les conflits environnementaux pouvait apparaître comme l'indicateur d'une reconversion de compétences militantes vers des conflits extérieurs à l'entreprise, voire étrangers aux cultures syndicales.

Depuis dix ans, des recherches en histoire et sciences politiques participent toutefois à revisiter ce lieu commun. Bien des syndicalistes impliquées dans les luttes environnementales et sanitaires inscrivaient leur action dans la continuité d'une histoire syndicale et ouvrière, et non en rupture avec celle-ci. Marion Fontaine soulignait récemment le profil de ces militants qui continuèrent à « agir à l'heure des fermetures et des reconversions (...) », participant à des combats « où l'avenir (la prise en compte des risques, les questions de santé et d'environnement) s'articule au passé (les milliers de décès prématurés dus à la silicose, sans doute la plus grande tueuse parmi les maladies professionnelles du XXe siècle)² ». Les membres du groupe *Santé & Pollution*, formé au sein du Syndicat lyonnais des industries chimiques (SLIC) de 1977 à 1986, incarnent ces militants qui affirment à la fois une capacité à intervenir sur un terrain dit « nouveau » et leur fidélité à une certaine histoire ouvrière – y compris lorsque celle-ci heurte frontalement une orientation syndicale associée au recentrage confédéral³. La reconstitution de cette histoire repose sur la collecte de matériaux rares : dans la mesure où les archives du SLIC auraient été éliminées, cette recherche mobilise des archives privées, des entretiens et des fragments issus d'archives publiques⁴.

I – La genèse du groupe *Santé et Pollution*

Le groupe est officiellement installé lors d'une journée organisée par le Syndicat lyonnais des industries chimiques, rassemblant quinze militants de cinq sections syndicales (SSE), le 4 mars

¹ M. Zancarini-Fournel, « Le début de la fin », 68. *Une histoire collective*, Paris, Découverte, 2008, p. 662.

² M. Fontaine, « D'un siècle à l'autre, penser la mutation des vies militantes et ouvrières », *Cahiers Jaurès*, 225/3, 2017, p. 106.

³ Cette orientation s'inscrit aussi dans un champ syndical départemental, voir : F. Alfandari, S. Bérout, « La CGT et la CFDT dans l'après-1968 à Lyon », *Lyon en luttes dans les années 68*, Lyon, PUL, 2018, p. 157-191

⁴ Cet article repose particulièrement sur les archives privées de Jean et Edith Metzger (archives indiquées ci-dessous : AJM), que je remercie vivement. Je remercie également celles et ceux qui ont accepté de réaliser des entretiens. Si vous disposez d'archives qui permettent de poursuivre ce travail de reconstitution de l'histoire syndicale dans les industries chimiques et/ou si vous souhaitez témoigner : renaudbecot@gmail.com

1977⁵. Ce groupe répond à la fois à la demande d'un secteur géographique du SLIC (Sud-Est) et à une volonté de repenser l'action syndicale face aux risques. La fondation de ce groupe s'inscrit surtout dans la continuité de trois dynamiques décennales qui furent liées aux luttes en santé au travail qui affirmaient le mot d'ordre « notre santé n'est pas à vendre⁶ ».

Dans la foulée de la catastrophe de Feyzin en janvier 1966, plusieurs militants réinvestirent des Comités d'hygiène et de sécurité qui restaient jusqu'alors notoirement sous-investis par les syndicalistes. Certes minoritaires au sein de leurs organisations, leur dynamisme contribue à la formation d'un groupe de militants qui acquièrent des compétences pour agir face aux nuisances industrielles. Au travers d'entretiens, plusieurs militants évoquent le souvenir de Pierre Perrot comme celui qui leur fit découvrir le fonctionnement des CHS, présentés comme « un monument que les militants ignorent le plus souvent⁷ ». En juin 1971, P. Perrot invitait les militants à tenir compte du

« problème qui devient de plus en plus grave de l'environnement avec son influence à plus ou moins long terme sur la santé des travailleurs et des populations (...). Les agglomérations ouvrières situées près des complexes industriels connaissent bien ces problèmes de pollution (...). Les militants des CHS ont à agir vigoureusement dans ce domaine en liaison en particulier avec la structure interprofessionnelle et les militants locaux en vue d'informer les populations, les travailleurs et de prendre en charge avec eux ces problèmes⁸ ».

Deuxièmement, l'existence de CHS offensifs repose sur la capacité des syndicalistes à mobiliser des ressources expertes hors des entreprises⁹. Or, les militants cédétistes profitent de la dynamique des « rencontres improbables¹⁰ » propres aux années 68, au cours desquels des médecins et des scientifiques critiques se proposent de mettre leurs connaissances au service des luttes ouvrières. Ces échanges irriguent de manière discrète l'action syndicale quotidienne, à l'exemple des relations nouées entre des cédétistes et des scientifiques du Centre international de la recherche sur le cancer, basé à Lyon, contribuant aussi à l'activité du « Groupe Produits toxiques » au sein de la Fédération unifiée de la chimie (FUC-CFDT)¹¹. Ces rencontres nourrissent *in fine* la conflictualité usinière : ainsi, à partir de l'été 1976, la SSE et l'UIB construisent une mobilisation socio-environnementale qui durera près de deux années¹².

Au terme de la journée « Emploi et pollution », le 4 mars 1977, le groupe de militants du SLIC s'assigne ainsi trois fonctions. En premier lieu, ils se présentent comme des sentinelles face aux risques industriels et souhaitent conjurer la possibilité d'un « Seveso français » en érodant « le cloisonnement entre travailleurs et population ». Ils réfutent ensuite l'idée selon laquelle la régulation des nuisances industrielles devrait être laissée à l'initiative patronale. Dès lors, cette orientation les conduit à affirmer une position anticapitaliste ferme, consistant à « remettre en cause la propriété privée [afin de] remettre en cause le type de développement et le choix de société ». Enfin, le groupe souligne que « les travailleurs immigrés et les intérimaires doivent faire l'objet d'une surveillance toute particulière¹³ ».

⁵ AJM, CR, 4/3/1977

⁶ N. Hatzfeld, « L'histoire des mobilisations, ressource pour le présent », A. Thébaud-Mony et alii. (dir.), *Les risques du travail*, Paris, Découverte, 2015, p. 538-545.

⁷ A-CFDT, 1F160. Intervention SLIC, Congrès FIC-CFDT, 16/11/1968. Le terme « monument » revient lors d'un entretien avec P. Apaix (CFDT Rhône-Poulenc Saint-Fons), 9/7/2015.

⁸ AD-Rhône, 68J60. P. Perrot, « L'hygiène et la sécurité dans l'action syndicale », Juin 1971.

⁹ S. Granaux, *Les CHSCT dans les établissements de fabrication de produits chimiques*, Thèse, EHESS, 2010.

¹⁰ X. Vigna, M. Zancarini-Fournel, « Les rencontres improbables dans les "années 1968" », *Vingtième siècle*, 101, 2009, p. 163-177 ; P. Marichalar, L. Pitti, « Réinventer la médecine ouvrière ? Retour sur les mouvements médicaux alternatifs dans la France post-1968 », *ARSS*, 196, 2013, p. 116-133.

¹¹ D. Duclos, « Syndicalisme et risque industriel : entre le militantisme et l'expertise », *Culture Technique*, 11, 1983, p. 218-229.

¹² R. Bécot, G. Le Naour, « Un récit ouvrier sur la violence environnementale. La communication syndicale dans l'affaire de l'acroléine à PCUK Pierre-Bénite (1975-1978) », *Sciences de la société*, à paraître 2018.

¹³ AJM, CR, 4/3/1977

II – Une centralité ouvrière dans la lutte contre les nuisances ?

Dès la fondation du groupe *Santé & Pollution*, la douzaine de militants qui structurent son activité affirment une conception syndicale qui s'inscrit dans une certaine histoire du mouvement ouvrier. Ils entament un dialogue conflictuel avec des phénomènes qui marquent alors les structures CFDT : le recentrage entamé par la confédération dès 1973 et confirmé par le congrès de 1978 ; la crise de l'UD Rhône à partir de 1976 ; et, finalement, une tension ancienne et vivace dans la conception de l'action syndicale opposant entre eux des militants du SLIC.

Au cours des années soixante, les cédétistes du Rhône furent marqués par une formation au marxisme qui influe sur l'orientation de certains syndicats¹⁴. Si la crise de l'UD contribue à l'effacement public de ces références, elles continuent de travailler les orientations du groupe *Santé & Pollution*, pour qui « la lutte pour la santé et la sécurité est créatrice d'emplois » et « fait partie intégrante de la lutte des classes¹⁵ ». Ces militants indiquent explicitement leur refus « d'abandonner ce terrain au patronat parce qu'il y exerce ses ravages ». Lors de chaque congrès du SLIC, le groupe réaffirme sa conviction selon laquelle la lutte contre les nuisances industrielles est au cœur des affrontements de classe. En se présentant comme héritiers de cette histoire ouvrière, le groupe affirme aussi une certaine conception de l'action syndicale puisqu'ils considèrent que « la négociation » ne constitue ni une fin en soi, ni une méthode susceptible d'englober toutes les dimensions de l'existence des travailleurs. La santé est présentée comme un enjeu qui devrait être sacralisé, c'est-à-dire soustrait au périmètre de ce qui est négociable dans la relation asymétrique entre salariés et employeur.

Ce positionnement prolonge des tensions ancrées dans les interactions entre militants qui se côtoient au quotidien. Ces tensions s'expriment de manière sarcastique, par exemple lorsqu'un compte-rendu de réunion dénombre 14 militants... et « ½¹⁶ » représentant du SLIC. A plusieurs reprises, ces militants expriment également leurs déceptions face à ce qu'ils présentent comme un désintérêt pour les enjeux de santé et d'environnement¹⁷. Ces tensions révèlent, d'une part, une lutte de définition conjoncturelle entre syndicalistes sur la signification et la priorité à donner à certains thèmes revendicatifs. Elles traduisent, d'autre part, la rémanence de vifs désaccords entre les militants impliqués en matière de santé et d'environnement et la direction du SLIC, laquelle est taxée d'une pratique syndicale trop « corporatiste » alors que les luttes environnementales supposeraient de renforcer l'action interprofessionnelle.

La position du groupe s'énonce aussi comme un acte de défiance face aux conceptions syndicales associées au recentrage et au phénomène de désouvriérisation qui marque l'identité cédétiste au cours de ces années¹⁸. Si les principaux animateurs du groupe sont ingénieurs ou techniciens, ces militants font fréquemment le choix délibéré de rester au plus près des activités productives¹⁹. Au travers de l'activité du groupe, ils manifestent aussi un souci constant de s'adresser aux ouvriers les moins qualifiés et les plus exposés aux risques. Le groupe s'inscrit ainsi dans la continuité des luttes ouvrières des années précédentes et affirme la centralité des groupes ouvriers les moins qualifiés pour transformer les conditions de travail²⁰.

¹⁴ S. Bérout, F. Alfandari, *art.cit.*

¹⁵ AJM, Congrès SLIC à Givors, 25/10/1979.

¹⁶ AJM, CR, 4/3/1977

¹⁷ AJM, Congrès SLIC, 21/6/1982.

¹⁸ N. Defaud, *La CFDT (1968-1995)*, Paris, Sciences Po, 2009, p. 143-192.

¹⁹ Entretien avec Monique Perrot, 24/2/2017 ; Entretien avec Jean et Edith Metzger, 1/3/2017.

²⁰ Sur la notion de centralité ouvrière, voir X. Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe*, Paris, Perrin, 2012.

III – Précaution ouvrière contre risque acceptable

La fondation du groupe est concomitante de l'introduction des premières Valeurs limites d'exposition dans le droit français en 1977²¹. Ces VLE laissent peser un poids d'indétermination sur l'action syndicale, parce qu'elles paraissent ambivalentes aux yeux des militants syndicaux. Deux thèses s'affrontent dans le groupe *Santé & Pollution* :

« - l'une selon laquelle il faut rester sans illusion sur l'action institutionnelle : la priorité doit être donnée à la création du rapport de forces, au renforcement des CHS, à la revendication du droit de veto des CHS car on ne peut faire l'économie d'affrontements éventuels entre CHS et travailleurs ;

- l'autre selon laquelle, sans nier la thèse ci-dessus, il y a sûrement partie à tirer de modifications institutionnelles à prévoir dans le nouveau régime²² ».

Malgré ces nuances, les militants reconnaissent que les VLE participent à la construction d'un discours patronal portant sur le « risque acceptable ». Ils constatent également que cette démarche consolide le paradigme de la compensation financière des risques professionnels. Or, le groupe local *Santé & pollution* comme le groupe fédéral partageaient une approche préventive des risques. Autrement dit, ces groupes aspiraient à une forme de précaution ouvrière face les risques chimiques.

Cette logique de prévention est symbolisée par le Carnet d'exposition professionnelle²³, mais elle s'exprime aussi lors des accidents industriels, érigés en opportunités pour revendiquer des mesures de précaution. Au début de l'année 1982, les militants s'interrogent : « que faire en cas de sinistre important sur une localité ? ». Ils élaborent un protocole : après avoir procédé à un recueil de l'information disponible, le groupe *Santé & pollution* devrait tenir une réunion d'urgence et planifier une action concertée sur le territoire. Ils soulignent finalement que le sinistre constitue « l'occasion de faire de la prévention pour l'avenir [et de] sensibiliser les associations locales, les UIB, les municipalités...²⁴ ».

Ce protocole d'action témoigne d'une volonté de décroiser la question des risques industriels en associant salariés et riverains. La démarche préventive s'exprime finalement par un minutieux travail d'accompagnement des SSE peu dotées de compétences en matière d'hygiène et de sécurité, jusqu'à envisager de constituer un « pool d'experts-militants (...) en profitant des départs en pré-retraites de certains techniciens ou ingénieurs militants²⁵ ». Ces experts devraient particulièrement soutenir les SSE les plus isolées des pôles industriels structurants. A titre d'exemple, l'usine ATO à Balan est le théâtre d'accidents répétés. L'usine est visitée par les membres du groupe *Santé & Pollution*, qui esquissent une stratégie inspirée des mobilisations de PCUK (Pierre-Bénite) et de Givaudan (Lyon 8)²⁶ :

« La CFDT ATO doit tenir prête des informations en direction de la population et de l'opinion locale pour contrer les pressions psychologiques patronales (dramatisation, sinistrose, risque de fermeture de l'usine, problèmes d'emplois,...)

Le langage à tenir est à peu près le suivant : "les risques viennent du procédé lui-même.

²¹ E. Henry, *Ignorance scientifique et inaction publique*, Paris, Sciences Po, 2016.

²² AJM. Compte-rendu de la réunion du groupe « Santé et pollution », 1/6/1981.

²³ Voir la contribution de J. Julien dans ce livre.

²⁴ AJM, CR réunion 1/3/1982.

²⁵ AJM, CR réunion 7/3/1983.

²⁶ V. Porhel, « Givaudan France : une contestation sociale et environnementale (1979-1981) », *Le Mouvement Social*, 262, 2018.

Les dangers viennent de la façon dont le patron entretient l'outil et de la façon dont il a obligé les travailleurs à exploiter l'installation (...). Cette attitude ajoutée à une acceptation de négocier les revendications des travailleurs permettra seule de faire disparaître les dangers que crée journallement le patron d'ATO²⁷ ».

Le groupe assume ainsi une double mission. Sa première mission consiste à apporter un soutien juridique et technique aux sections qui paraissent insuffisamment dotées de ressources leur permettant d'énoncer et de mettre en formes ces risques. Sa seconde fonction consiste à politiser le risque, en alertant les salariés et riverains, mais aussi en revendiquant une transformation du cadre juridique encadrant le risque industriel, en plaidant pour extraire la régulation des risques de la relation entre salariés et employeur.

Conclusion

Lorsqu'il se dissout en 1986, les membres du groupes déplorent l'absence de renouvellement militant et leur faible nombre. Ils font part de leur dépit :

« après un débat, il nous apparaît inutile de continuer à faire "vivre" artificiellement une institution dont on a déjà vu qu'elle ne servait pratiquement à rien. La proposition suivante est donc adoptée : SUSPENSION DE L'EXISTENCE FORMELLE DE LA COMMISSION²⁸ ».

Cette décision renseigne sur l'épuisement de militants qui inscrivent leur action dans la continuité des luttes ouvrières de Mai-Juin 1968 et l'essoufflement d'une conception syndicale à la fois socialiste et autogestionnaire – ces deux termes étant indissociables dans les années 68, quand bien même la mémoire syndicale se révèle oublieuse de cette articulation. Les militants du groupe *Santé & Pollution* s'inscrivait ainsi dans l'héritage d'une UD frondeuse, qui se voulait capable d'inventer l'avenir face à une confédération exposée à un recentrage précoce dès 1973.

La pratique de ces militants se démarque de leurs homologues dans d'autres départements. Par exemple, à Condé-sur-Noireau (Calvados), les syndicalistes de l'usine Férodo (amiante) qui furent dynamiques en matière de santé se monteront plus favorables aux VLE, certains d'entre eux allant jusqu'à participer au Comité Permanent Amiante²⁹. Dans le Rhône, les militants maintiennent jusqu'au bout leur volonté d'affirmer une indépendance d'action et leur refus de plier la santé des travailleurs au cadre de la négociation paritaire.

Le sentiment d'échec exprimé pourrait toutefois être interrogé. Si les pratiques qui étaient alors déployées ont peut-être déclinées dans la CFDT, elles circulent vers d'autres secteurs du mouvement syndical ou vers des associations. Pour ne prendre qu'un exemple, doit-on penser que le Carnet d'exposition fut un échec si net, lorsque cette volonté de constituer des traces des expositions professionnelles irrigue des initiatives telles que celle de l'association des verriers de Givors³⁰ ? Parmi d'autres, la cause de ces anciens verriers – où la CFDT expérimenta le Carnet d'exposition à l'issue des années soixante-dix – est devenue un symbole de ces luttes qui mettent en doute la pertinence de maintenir la santé parmi ce qu'il serait acceptable de négocier dans le cadre de la relation asymétrique entre employeur et salariés.

²⁷ AJM, CR visite Balan, 10/3/1980.

²⁸ AJM, Réunion du 3 novembre 1986.

²⁹ C. Maire, *Vivre et mourir de l'amiante*, Paris, Harmattan, 2016.

³⁰ P. Marichalar, *Qui a tué les verriers de Givors ?*, Paris, Découverte, 2017.